

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2013 B 02460

Numéro SIREN : 493 094 445

Nom ou dénomination : 5 STRATEGIES

Ce dépôt a été enregistré le 13/12/2018 sous le numéro de dépôt 50000

Comptes consolidés

GREFFE TRIBUNAL DE
COMMERCE DE NANTERRE

13 DEC. 2018

DEPOT N°

50000

5 STRATEGIES

22 rue du Président Wilson
92300 Levallois Perret

Exercice clos le 31 décembre 2017

493 094 445 RCS Paris

Thalasso n°1
producteurs de bien-être



Fidelio

Société d'expertise comptable

15 rue de la Baume

75008 PARIS

contact@groupe-fidelio.com

TEL : + 33 1 42 89 28 63 – Fax : + 33 1 42 89 33 48

Sommaire

Exercice du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017

États financiers	4
Compte de résultat consolidé.....	4
Bilan consolidé.....	5
Tableau de flux de trésorerie consolidé.....	6
Faits caractéristiques de l'exercice	7
Principes, règles et méthodes de consolidation	8
1. Conventions comptables générales.....	8
2. Date de clôture de l'exercice.....	8
3. Utilisation d'estimations.....	8
4. Changement de méthode et comparabilité des exercices.....	8
5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées.....	9
6. Variation du périmètre de consolidation.....	9
7. Règles et méthodes comptables.....	9
Notes annexes sur les postes du compte de résultat	12
8. Chiffre d'affaires.....	12
9. Autres produits d'exploitation.....	12
10. Achats consommés.....	12
11. Charges externes.....	13
12. Impôts et taxes.....	13
13. Charges de personnel.....	13
14. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions.....	14
15. Produits financiers.....	14
16. Charges financières.....	14
17. Produits exceptionnels.....	15
18. Charges exceptionnelles.....	15
19. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts.....	15
Notes annexes sur les postes du bilan	16
20. Détail des écarts d'acquisition.....	16
21. Immobilisations corporelles et incorporelles.....	16
22. Immobilisations financières.....	18
23. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation.....	18

24.	Trésorerie nette.....	19
25.	Variation des capitaux propres consolidés.....	19
26.	Provisions	19
27.	Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation.....	20
Autres Informations.....		21
28.	Effectifs	21
29.	Engagements hors-bilan	21
30.	Rémunérations des commissaires aux comptes.....	21
31.	Rémunération des dirigeants.....	21
32.	Information sur les parties liées	21

États financiers

Compte de résultat consolidé

Libellé		2017	2016
Chiffres d'affaires	11	154 040 223	159 091 510
Autres produits d'exploitation	12	539 083	2 142 048
Produits d'exploitation		154 579 306	161 233 558
Achats consommés	13	(128 859 267)	(147 949 700)
Autres charges d'exploitation	14	(20 477 863)	(7 936 742)
Impôts et taxes	15	(184 302)	(167 064)
Charges de personnel	16	(4 573 576)	(4 421 445)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	17	(96 507)	(343 698)
Charges d'exploitation		(154 191 515)	(160 818 649)
Résultat d'exploitation		387 792	414 908
Produits financiers	18	13 052	6 505
Charges financières	19	(22 796)	(5 034)
Résultat financier		(9 744)	1 471
Résultat courant des entreprises intégrées		378 048	416 379
Produits exceptionnels	20	32 305	11 075
Charges exceptionnelles	21	(46 732)	(62 430)
Résultat exceptionnel		(14 427)	(51 356)
Impôts sur les résultats	22	(80 831)	(84 380)
Résultat net des entreprises intégrées		282 789	280 644
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		(175 436)	(175 436)
Résultat net de l'ensemble consolidé		107 353	105 208
Intérêts minoritaires			
Résultat net (Part du groupe)		107 353	105 208
Nombre actions ordinaires		95 126	95 126
Résultat par action		1,13	1,11
Résultat dilué par action		1,13	1,11

Bilan consolidé

Libellé		Clôture	Ouverture
Ecart d'acquisition	1	1 140 339	1 315 775
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences		22 078	5 395
Autres immobilisations incorporelles		79 571	13 129
Immobilisations incorporelles	2	101 648	18 524
Autres immobilisations corporelles		118 073	137 686
Immobilisations corporelles	2	118 073	137 686
Immobilisations financières	3	2 136 849	2 134 257
Actif immobilisé		3 496 909	3 606 242
Clients et comptes rattachés	5	32 917 609	29 730 000
Impôts différés - actif		18 087	53 149
Autres créances et comptes de régularisation	5	3 835 339	3 181 820
Disponibilités	6	5 910 206	3 177 663
Intérêts courus non échus s/ dispo.	6	453	
Actif circulant		42 681 695	36 142 632
Total Actif		46 178 604	39 748 874
Capital		951 260	951 260
Primes liées au capital		10	10
Réserves		3 977 322	3 872 113
Résultat net (Part du groupe)		107 353	105 208
Capitaux propres (part du groupe)	7	5 035 945	4 928 591
Provisions et impôts différés	8	2 211 216	2 400 251
Provisions		2 211 217	2 400 251
Fournisseurs et comptes rattachés	10	11 155 902	10 239 657
Autres dettes et comptes de régularisation	10	27 775 540	22 180 375
Dettes		38 931 441	32 420 032
Total Passif		46 178 604	39 748 874

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2017.12	2016.12
Résultat net total des entités consolidées	107 353	105 208
Dotations / Reprises aux amortissements,prov. et dépréciations	86 096	(597 467)
Variation de l'impôt différé	25 960	2 040
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(8 055)	
Marge brute d'autofinancement	211 354	
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	2 679 384	927 126
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	2 890 738	436 907
Acquisitions d'immobilisations	(165 797)	(2 201 464)
Cessions d'immobilisations	8 055	
Réduction des autres immobilisations financières		94
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(157 742)	(2 143 533)
Remboursements d'emprunts		(1 000 000)
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)		(1 000 000)
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	2 732 996	(2 706 626)
Trésorerie : ouverture	3 177 663	5 884 287
Trésorerie : clôture	5 910 660	3 177 663

Faits caractéristiques de l'exercice

Il n'y a pas eu de faits caractéristiques au cours de l'exercice.

Principes, règles et méthodes de consolidation

1. Conventions comptables générales

Les comptes consolidés sont élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires françaises ainsi qu'aux pratiques généralement admises en France.

En particulier, la société présente ses comptes annuels selon les principes et méthodes comptables définis par le plan comptable général tel que présenté par le règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999 et complétés des règlements subséquents.

L'ensemble des notes et tableaux présentés dans cette annexe sont exprimés en euros sauf indication contraire.

2. Date de clôture de l'exercice

L'exercice clos le 31/12/2017 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent avait une durée identique.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

3. Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que les informations relatives aux actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs.

Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

4. Changement de méthode et comparabilité des exercices

Les méthodes d'évaluation et de présentation utilisées n'ont pas été modifiées d'un exercice à l'autre.

Afin de permettre la comparabilité des exercices, le chiffre d'affaires est désormais comptabilisé dans sa totalité en brut.

5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées

Les filiales sont toutes les entités (y compris, le cas échéant, les entités ad hoc) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

6. Variation du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes au 31 décembre 2017 :

Sociétés	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
5 STRATEGIES (Société Mère)	IG	100,00	100,00
THALASSO n°1	IG	100,00	100,00

Il n'y a pas eu d'autres variations de périmètre sur l'exercice 2017.

7. Règles et méthodes comptables

7.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations incorporelles et corporelles acquises sont valorisées à leur coût historique d'acquisition constitué des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Coûts directement attribuables nécessaires à leur mise en utilisation (frais accessoires) ;
- Les coûts d'emprunts relatifs à des actifs qualifiés sont comptabilisés lorsqu'ils sont encourus.

Les immobilisations incorporelles et corporelles produites par l'entreprise sont évaluées à leur coût de production constitué des éléments suivants :

- Coût des matières consommées ;
- Charges directes de production (main d'œuvre..) ;
- Frais généraux directement attribuables nécessaires pour préparer l'actif à être utilisé de la manière prévue
- Les coûts d'emprunts relatifs à des actifs qualifiés sont comptabilisés lorsqu'ils sont encourus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation. Les principales durées sont les suivantes :

Logiciel	12 mois ou 3 ans
Installation générale et agencement divers	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans

Ces taux d'amortissement correspondent aux taux habituellement admis.

7.2. Immobilisations financières

Autres immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

7.3. Créances clients et autres créances

Les créances et dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

Une provision est constatée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

7.4. Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

7.5. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour éteindre son obligation.

7.6. Engagements de retraite

La société ne provisionne pas dans ses comptes sociaux les indemnités de fin de carrière ou complément de retraite de ses salariés. La charge est enregistrée au cours de l'exercice du paiement effectif de l'indemnité.

La valeur actuelle probable des indemnités de fin de carrière à verser s'élève à 92 778 euros à la clôture de l'exercice 2017.

Les droits acquis au titre des indemnités de départ à la retraite (IDR) de la société sont définis par la convention collective du Tourisme, Agences de voyage.

Cette dette latente, inscrite en engagement hors bilan a été estimée selon la méthode des unités de crédit projetées ou PBO ("Projected Benefit Obligation"), recommandée par la norme IAS19.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Tables de mortalité : INSEE 2017
- Coefficient de revalorisation des salaires : 1 %
- Rotation des effectifs : Moyen pour les cadres et Fort pour les non cadres
- Taux d'actualisation : 1.3 %
- Taux de cotisations sociales : 50 % pour les cadres et 42% pour les non cadres

7.7. Crédit d'impôt compétitivité (CICE)

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel, la société a comptabilisé le CICE de l'exercice dans ses comptes individuels, au crédit d'un sous-compte dédié du compte de charges 64 « Charges de personnel » pour un montant de 149 994 euros.

Le CICE de l'exercice précédent, d'un montant de 125 043 euros, a permis principalement l'embauche de salariés nécessaires au développement de la société.

7.8. Notion de résultat courant et exceptionnel

Les éléments des activités ordinaires, même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant, sont compris dans le résultat courant.

Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise ont été comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

7.9. Divers

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat consolidés sont évaluées et présentées selon les normes comptables généralement admises.

Les sociétés consolidées sont intégrées fiscalement dans Five Stratégies.

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

8. Chiffre d'affaires

Libellé	2017	2016
Production vendue de services France	8 416 564	8 850 536
Production vendue de services UE	52 963 404	52 075 745
Production vendue de services Export	91 881 739	97 690 295
Produits des activités annexes France	107 811	52 022
Produits des activités annexes Export	670 705	422 912
Chiffres d'affaires	154 040 223	159 091 510

Compte tenu des usages de la profession et afin de faciliter les comparaisons, les produits sont reconnus en fonction de la date de départ du voyage.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé brut des commissions d'agences.

9. Autres produits d'exploitation

Libellé	2017	2016
Subventions d'exploitation	25 233	
Rep./Prov. risques & charges d'exploit.	125 800	1 083 000
Rep./Prov. engagements de retraite	63 234	
Rep./Prov. sur actif circulant		1 032 251
Transferts de charges d'exploitation	29 041	9 271
Autres produits	295 775	17 526
Autres produits d'exploitation	539 083	2 142 048

10. Achats consommés

Libellé	2017	2016
Achats d'études et prestations de services	(128 785 405)	(147 814 537)
Achats non stockés de matières et fournitures	(73 862)	(135 163)
Achats consommés	(128 859 267)	(147 949 700)

11. Charges externes

Libellé	2017	2016
Locations immobilières et charges locatives	(224 914)	(216 242)
Locations mobilières et charges locatives	(183 261)	(181 770)
Autres services extérieurs	(225 292)	(212 890)
Primes d'assurances	(59 210)	(206 681)
Autres services extérieurs	(47 005)	(78 641)
Personnel détaché et interimaire	(258 591)	(231 977)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(17 684 667)	(4 289 970)
Publicité, publications, relations publiques	(1 137 211)	(943 158)
Transport	(231)	(359)
Déplacements, missions et réceptions	(463 257)	(326 883)
Frais postaux et frais de télécommunications	(56 310)	(57 130)
Frais bancaires	(124 600)	(144 618)
Autres charges externes	(13 166)	(13 410)
Autres charges	(148)	(1 033 014)
Autres charges d'exploitation	(20 477 863)	(7 936 742)

La variation des rémunérations intermédiaires et honoraires comprend essentiellement des commissions sur agence.

12. Impôts et taxes

Libellé	2017	2016
Impôts et taxes sur rémunérations	(75 763)	(57 200)
Autres impôts et taxes	(108 539)	(109 864)
Impôts et taxes	(184 302)	(167 064)

13. Charges de personnel

Libellé	2017	2016
Rémunérations du personnel	(3 324 784)	(3 161 414)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(1 307 309)	(1 281 763)
Autres charges de personnel	58 517	21 732
Charges de personnel	(4 573 576)	(4 421 445)

14. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2017	2016
Dot./Amt. & Prov. immo. incorporelles	(31 784)	(54 950)
Dot./Amt. & Prov. immo. corporelles	(64 722)	(53 024)
Dot./Prov. risques & charges d'exploit.		(89 543)
Dot/Prov. engagements de retraite		(112 581)
Dot/Prov. pour dép. des actifs circulants		(33 601)
Dotations d'exploitation	(96 507)	(343 698)

15. Produits financiers

Libellé	2017	2016
Gains de change sur opérations financières	640	4 240
Autres produits financiers	12 412	2 265
Produits financiers	13 052	6 505

16. Charges financières

Libellé	2017	2016
Charges d'intérêts	(843)	(4 938)
Pertes de change sur opérations financières	(21 953)	(95)
Charges financières	(22 796)	(5 034)

17. Produits exceptionnels

Libellé	2017	2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	24 250	11 075
Produits de cession d'immo. corp.	8 055	
Produits exceptionnels	32 305	11 075

18. Charges exceptionnelles

Libellé	2017	2016
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(34 443)	(62 430)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(9 102)	
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	(3 187)	
Charges exceptionnelles	(46 732)	(62 430)

19. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts

Libellé	2017	2016
Impôt sur les bénéfices	(54 871)	(82 340)
Impôts différés	(25 960)	(2 040)
Impôts sur les résultats	(80 831)	(84 380)

Résultat consolidé	107 353	
IS	80 831	A
Total	188 184	
Taux IS Consolidé	33,33%	
IS théorique	62 728	B
Ecart à justifier	18 103	A-B

	Base	IS
Amortissement/ écart acq	175 436	58 479
CICE	-149 994	-49 998
Autres charges non Ded*	28 866	9 622
		18 103

*- TVS et amortissement non ded – Amendes

Notes annexes sur les postes du bilan

20. Détail des écarts d'acquisition

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation
Ecart d'acquisition	1 754 366	1 754 366	
Amortissements des écarts d'acquisition	(438 591)	(614 027)	(175 436)
Provisions des écarts d'acquisition			
Valeur nette	1 315 775	1 140 339	(175 436)

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation de la quote-part des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition et inscrits au bilan à leur juste valeur.

L'écart d'acquisition des titres Thalasso s'élève à 1 754 366 Euros, il correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres de 1 904 383 Euros et l'évaluation de la quote-part des capitaux propres corrigés identifiés à la date du 31 décembre 2013 soit 150 017 Euros.

Il est amorti sur une période de 10 ans à partir du 27 juin 2014.

21. Immobilisations corporelles et incorporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv, Emp)	Diminution (Cess, Remb.)
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	160 212	188 512	28 300	
Autres immobilisations incorporelles	142 628	241 960	99 332	
Immobilisations incorporelles	302 840	430 472	127 632	
Autres immobilisations corporelles	352 034	350 381	35 573	(37 226)
Immobilisations corporelles	352 034	350 381	35 573	(37 226)
Immobilisations corporelles et incorporelles	654 874	780 852	163 205	(37 226)

Dont immobilisations en crédit-bail :

Immobilisations incorporelles

Immobilisations corporelles

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution (Cess, Remb.)
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(154 816)	(166 434)	(11 618)	
Amortissements des autres immos incorp.	(129 499)	(162 389)	(32 890)	
Immobilisations incorporelles	(284 316)	(328 823)	(44 508)	
Amortissements des autres immobilisations corp.	(214 348)	(232 308)	(55 186)	37 226
Immobilisations corporelles	(214 348)	(232 308)	(55 186)	37 226
Immobilisations corporelles et incorporelles	(498 664)	(561 131)	(99 694)	37 226

Dont immobilisations en crédit-bail :

Amortissements des immobilisations incorporelles

Amortissements des immobilisations corporelles

La synthèse des immobilisations incorporelles est la suivante :

Libellé	Brut	Amortissement	Provision	Net
Ouverture	302 840	(284 316)		18 524
Augmentation (Inv,Emp)	127 632			127 632
Dotation		(44 508)		(44 508)
Clôture	430 472	(328 824)		101 648

La synthèse des immobilisations corporelles est la suivante :

Libellé	Brut	Amortissement	Provision	Net
Ouverture	352 034	(214 348)		137 686
Augmentation (Inv,Emp)	35 573			35 573
Dotation		(55 186)		(55 186)
Diminution (Cess, Remb.)	(37 226)	37 226		
Clôture	350 381	(232 308)		118 073

22. Immobilisations financières

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess. Remb.)
Dépôts et cautionnements versés	44 713	47 306	2 592	
Autres créances immobilisées	2 089 543	2 089 543		
Compte de liaison (Cessions internes)				
Immobilisations financières	2 134 257	2 136 849	2 592	
Actifs financiers	2 134 257	2 136 849	2 592	

La synthèse des immobilisations financières est la suivante :

Libellé	Brut	Provisions	Net
Ouverture	2 134 257		2 134 257
Augmentation (Inv,Emp)	2 592		2 592
Diminution (Cess, Remb.)			
Clôture	2 136 849		2 136 849

Les immobilisations financières sont toutes à plus d'un an.

23. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Libellé	2017			2016		
	Brut	Dépréciation	Clôture	Brut	Dépréciation	Ouverture
Avances et acomptes versés sur commandes	4 496 481		4 496 481	4 423 876		4 423 876
Clients et comptes rattachés						
Clients et comptes rattachés	28 493 964	(72 836)	28 421 128	25 378 960	(72 836)	25 306 124
Clients et comptes rattachés	32 990 445	(72 836)	32 917 609	29 802 836	(72 836)	29 730 000
Créances sur personnel & org. Sociaux	14 879		14 879	7 366		7 366
Créances fiscales hors IS	569 581		569 581	366 827		366 827
Etat, Impôt sur les bénéfices	177 463		177 463	435 131		435 131
Autres créances	278 300		278 300	3 301		3 301
Compte d'ajustement (intra-groupe bas de bilan)				(1)		(1)
Charges constatées d'avance	2 795 116		2 795 116	2 177 653		2 177 653
Autres créances et comptes de régularisation	3 853 426		3 853 426	3 234 969		3 234 969
Total	36 843 871	(72 836)	36 771 035	33 037 805	(72 836)	32 964 969

Les clients et comptes rattachés, les autres créances et les comptes de régularisation ont une échéance de moins d'un an.

24. Trésorerie nette

Libellé	Ouverture	Clôture
Disponibilités	3 177 663	5 910 206
Intérêts courus non échus s/ dispo.		453
Trésorerie active	3 177 663	5 910 660
Trésorerie passive		
Trésorerie à court terme	3 177 663	5 910 660
VMP - Autres placements		
Placements à court terme		
Trésorerie à long terme		
Trésorerie nette	3 177 663	5 910 660

25. Variation des capitaux propres consolidés

Libellé	Capital	Réserves	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2015.12	951 260	3 181 602	690 536	4 823 383	
Affectation du résultat N-1		690 527	(690 536)		
Résultat			105 208	105 208	
2016.12	951 260	3 872 129	105 208	4 928 591	
Affectation du résultat N-1		105 209	(105 209)		
Résultat			107 353	107 353	
Autre variations		(6)		(6)	
2017.12	951 260	3 977 332	107 353	5 035 945	

Le capital est composé à la date de clôture de 95 126 actions de catégorie ordinaire au prix unitaire de 10 €.

26. Provisions

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Autres variations
Provisions pour litiges - part < 1 an	25 800			(25 800)	
Provisions pour pensions et retraites - part > 1 an	156 011	92 777		(63 234)	
Autres provisions pour charges - part < 1 an	2 218 440	2 118 440		(100 000)	
Impôts différés - passif		(0)			(0)
Provisions et impôts différés	2 400 251	2 211 216		(189 034)	(0)

27. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	Ouverture	Clôture
Dettes fournisseurs - part > 1 an		
Dettes fournisseurs - part < 1 an	10 239 657	10 451 570
Avances, acomptes reçus sur commandes		704 332
Fournisseurs et comptes rattachés	10 239 657	11 155 902
Dettes sociales - part < 1 an	734 196	648 965
Dettes fiscales (hors IS) - part < 1 an	233 267	127 982
Comptes courants groupe - part < 1 an	645	
Autres dettes - part > 1 an	341 897	
Produits constatés d'avance - part < 1 an	20 870 370	26 998 593
Autres dettes et comptes de régularisation	22 180 375	27 775 540
Total	32 420 032	38 931 441

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature ont une échéance de moins d'un an.

Autres Informations

28. Effectifs

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Effectif moyen interne	94	79
Cadres	31	26
Non Cadres	63	53
Effectif moyen intérimaire		
Intérimaires		
Effectif moyen total	94	79

29. Engagements hors-bilan

La filiale a des engagements auprès de ses fournisseurs hôteliers et des compagnies aériennes garantissant un nombre de place minimal sur des périodes définies. Cette information sur une pratique courante dans la profession et généralisée aux principaux fournisseurs est donnée à titre complémentaire sans pouvoir être quantifiée précisément.

30. Rémunérations des commissaires aux comptes

Conformément au décret 2008-1487 du 30 décembre 2008, l'information suivante est fournie. Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice se décompose de la manière suivante :

- Honoraires facturés au titre de la mission de contrôle légal des comptes : 25 550 euros
- Honoraires facturés au titre de la consolidation : 8 650 euros
- Honoraires facturés au titre de conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes : NEANT.

31. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner une rémunération individuelle.

32. Information sur les parties liées

Les transactions entre parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

GCIC

199bis, boulevard Saint Germain
75007 PARIS

KRESTON CONSEIL

2, rue Meissonnier
75017 PARIS

5 STRATEGIES

22/24, rue du Président Wilson
92300 LEVALLOIS-PERRET

493 094 445 RCS NANTERRE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Aux associés

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société **5 STRATEGIES SAS** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

VÉRIFICATION DES INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE DONNÉES DANS LE RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre groupe.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

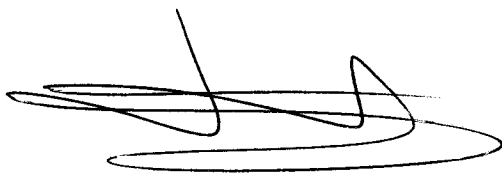
- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder

son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

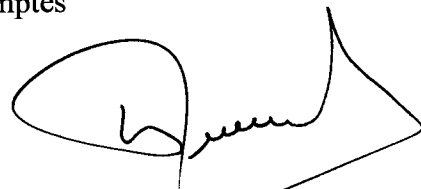
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris, le 14 juin 2018

Les commissaires aux comptes



G C I C
Nicolas BRULAT



KRESTON CONSEIL
Jean-Louis DECOUCHE



États financiers

Compte de résultat consolidé

Libellé		2017	2016
Chiffres d'affaires	11	154 040 223	159 091 510
Autres produits d'exploitation	12	539 083	2 142 048
Produits d'exploitation		154 579 306	161 233 558
Achats consommés	13	(128 859 267)	(147 949 700)
Autres charges d'exploitation	14	(20 477 863)	(7 936 742)
Impôts et taxes	15	(184 302)	(167 064)
Charges de personnel	16	(4 573 576)	(4 421 445)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	17	(96 507)	(343 698)
Charges d'exploitation		(154 191 515)	(160 818 649)
Résultat d'exploitation		387 792	414 908
Produits financiers	18	13 052	6 505
Charges financières	19	(22 796)	(5 034)
Résultat financier		(9 744)	1 471
Résultat courant des entreprises intégrées		378 048	416 379
Produits exceptionnels	20	32 305	11 075
Charges exceptionnelles	21	(46 732)	(62 430)
Résultat exceptionnel		(14 427)	(51 356)
Impôts sur les résultats	22	(80 831)	(84 380)
Résultat net des entreprises intégrées		282 789	280 644
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		(175 436)	(175 436)
Résultat net de l'ensemble consolidé		107 353	105 208
Intérêts minoritaires			
Résultat net (Part du groupe)		107 353	105 208
Nombre actions ordinaires		95 126	95 126
Résultat par action		1,13	1,11
Résultat dilué par action		1,13	1,11

Bilan consolidé

Libellé		Clôture	Ouverture
Ecart d'acquisition	1	1 140 339	1 315 775
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences		22 078	5 395
Autres immobilisations incorporelles		79 571	13 129
Immobilisations incorporelles	2	101 648	18 524
Autres immobilisations corporelles		118 073	137 686
Immobilisations corporelles	2	118 073	137 686
Immobilisations financières	3	2 136 849	2 134 257
Actif immobilisé		3 496 909	3 606 242
Clients et comptes rattachés	5	32 917 609	29 730 000
Impôts différés - actif		18 087	53 149
Autres créances et comptes de régularisation	5	3 835 339	3 181 820
Disponibilités	6	5 910 206	3 177 663
Intérêts courus non échus s/ dispo.	6	453	
Actif circulant		42 681 695	36 142 632
Total Actif		46 178 604	39 748 874
Capital		951 260	951 260
Primes liées au capital		10	10
Réserves		3 977 322	3 872 113
Résultat net (Part du groupe)		107 353	105 208
Capitaux propres (part du groupe)	7	5 035 945	4 928 591
Provisions et impôts différés	8	2 211 216	2 400 251
Provisions		2 211 217	2 400 251
Fournisseurs et comptes rattachés	10	11 155 902	10 239 657
Autres dettes et comptes de régularisation	10	27 775 540	22 180 375
Dettes		38 931 441	32 420 032
Total Passif		46 178 604	39 748 874



Tableau de flux de trésorerie consolidé



Libellé	2017.12	2016.12
Résultat net total des entités consolidées	107 353	105 208
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	86 096	(597 467)
Variation de l'impôt différé	25 960	2 040
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(8 055)	
Marge brute d'autofinancement	211 354	
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	2 679 384	927 126
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	2 890 738	436 907
Acquisitions d'immobilisations	(165 797)	(2 201 464)
Cessions d'immobilisations	8 055	
Réduction des autres immobilisations financières		94
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(157 742)	(2 143 533)
Remboursements d'emprunts		(1 000 000)
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)		(1 000 000)
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	2 732 996	(2 706 626)
Trésorerie : ouverture	3 177 663	5 884 287
Trésorerie : clôture	5 910 660	3 177 663

Faits caractéristiques de l'exercice

Il n'y a pas eu de faits caractéristiques au cours de l'exercice.



Principes, règles et méthodes de consolidation

1. Conventions comptables générales

Les comptes consolidés sont élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires françaises ainsi qu'aux pratiques généralement admises en France.

En particulier, la société présente ses comptes annuels selon les principes et méthodes comptables définis par le plan comptable général tel que présenté par le règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999 et complétés des règlements subséquents.

L'ensemble des notes et tableaux présentés dans cette annexe sont exprimés en euros sauf indication contraire.

2. Date de clôture de l'exercice

L'exercice clos le 31/12/2017 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent avait une durée identique.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

3. Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que les informations relatives aux actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs.

Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

4. Changement de méthode et comparabilité des exercices

Les méthodes d'évaluation et de présentation utilisées n'ont pas été modifiées d'un exercice à l'autre.

Afin de permettre la comparabilité des exercices, le chiffre d'affaires est désormais comptabilisé dans sa totalité en brut.



5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées

Les filiales sont toutes les entités (y compris, le cas échéant, les entités ad hoc) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

6. Variation du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes au 31 décembre 2017 :

Sociétés	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
5 STRATEGIES (Société Mère)	IG	100,00	100,00
THALASSO n°1	IG	100,00	100,00

Il n'y a pas eu d'autres variations de périmètre sur l'exercice 2017.



7. Règles et méthodes comptables

7.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations incorporelles et corporelles acquises sont valorisées à leur coût historique d'acquisition constitué des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Coûts directement attribuables nécessaires à leur mise en utilisation (frais accessoires) ;
- Les coûts d'emprunts relatifs à des actifs qualifiés sont comptabilisés lorsqu'ils sont encourus.

Les immobilisations incorporelles et corporelles produites par l'entreprise sont évaluées à leur coût de production constitué des éléments suivants :

- Coût des matières consommées ;
- Charges directes de production (main d'œuvre...) ;
- Frais généraux directement attribuables nécessaires pour préparer l'actif à être utilisé de la manière prévue
- Les coûts d'emprunts relatifs à des actifs qualifiés sont comptabilisés lorsqu'ils sont encourus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation. Les principales durées sont les suivantes :

Logiciel	12 mois ou 3 ans
Installation générale et agencement divers	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans

Ces taux d'amortissement correspondent aux taux habituellement admis.



7.2. Immobilisations financières

Autres immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

7.3. Créances clients et autres créances

Les créances et dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

Une provision est constatée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

7.4. Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

7.5. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour éteindre son obligation.

7.6. Engagements de retraite

La société ne provisionne pas dans ses comptes sociaux les indemnités de fin de carrière ou complément de retraite de ses salariés. La charge est enregistrée au cours de l'exercice du paiement effectif de l'indemnité.

La valeur actuelle probable des indemnités de fin de carrière à verser s'élève à 92 778 euros à la clôture de l'exercice 2017.

Les droits acquis au titre des indemnités de départ à la retraite (IDR) de la société sont définis par la convention collective du Tourisme, Agences de voyage.

Cette dette latente, inscrite en engagement hors bilan a été estimée selon la méthode des unités de crédit projetées ou PBO ("Projected Benefit Obligation"), recommandée par la norme IAS19.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Tables de mortalité : INSEE 2017
- Coefficient de revalorisation des salaires : 1 %
- Rotation des effectifs : Moyen pour les cadres et Fort pour les non cadres
- Taux d'actualisation : 1.3 %
- Taux de cotisations sociales : 50 % pour les cadres et 42% pour les non cadres



7.7. Crédit d'impôt compétitivité (CICE)

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel, la société a comptabilisé le CICE de l'exercice dans ses comptes individuels, au crédit d'un sous-compte dédié du compte de charges 64 « Charges de personnel » pour un montant de 149 994 euros.

Le CICE de l'exercice précédent, d'un montant de 125 043 euros, a permis principalement l'embauche de salariés nécessaires au développement de la société.

7.8. Notion de résultat courant et exceptionnel

Les éléments des activités ordinaires, même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant, sont compris dans le résultat courant.

Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise ont été comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

7.9. Divers

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat consolidés sont évaluées et présentées selon les normes comptables généralement admises.

Les sociétés consolidées sont intégrées fiscalement dans Five Stratégies.

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

8. Chiffre d'affaires

Libellé	2017	2016
Production vendue de services France	8 416 564	8 850 536
Production vendue de services UE	52 963 404	52 075 745
Production vendue de services Export	91 881 739	97 690 295
Produits des activités annexes France	107 811	52 022
Produits des activités annexes Export	670 705	422 912
Chiffres d'affaires	154 040 223	159 091 510



Compte tenu des usages de la profession et afin de faciliter les comparaisons, les produits sont reconnus en fonction de la date de départ du voyage.
Le chiffre d'affaires est comptabilisé brut des commissions d'agences.

9. Autres produits d'exploitation

Libellé	2017	2016
Subventions d'exploitation	25 233	
Rep./Prov. risques & charges d'exploit.	125 800	1 083 000
Rep./Prov. engagements de retraite	63 234	
Rep./Prov. sur actif circulant		1 032 251
Transferts de charges d'exploitation	29 041	9 271
Autres produits	295 775	17 526
Autres produits d'exploitation	539 083	2 142 048

10. Achats consommés

Libellé	2017	2016
Achats d'études et prestations de services	(128 785 405)	(147 814 537)
Achats non stockés de matières et fournitures	(73 862)	(135 163)
Achats consommés	(128 859 267)	(147 949 700)

11. Charges externes

Libellé	2017	2016
Locations immobilières et charges locatives	(224 914)	(216 242)
Locations mobilières et charges locatives	(183 261)	(181 770)
Autres services extérieurs	(225 292)	(212 890)
Primes d'assurances	(59 210)	(206 681)
Autres services extérieurs	(47 005)	(78 641)
Personnel détaché et interimaire	(258 591)	(231 977)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(17 684 667)	(4 289 970)
Publicité, publications, relations publiques	(1 137 211)	(943 158)
Transport	(231)	(359)
Déplacements, missions et réceptions	(463 257)	(326 883)
Frais postaux et frais de télécommunications	(56 310)	(57 130)
Frais bancaires	(124 600)	(144 618)
Autres charges externes	(13 166)	(13 410)
Autres charges	(148)	(1 033 014)
Autres charges d'exploitation	(20 477 863)	(7 936 742)

La variation des rémunérations intermédiaires et honoraires comprend essentiellement des commissions sur agence.

12. Impôts et taxes

Libellé	2017	2016
Impôts et taxes sur rémunérations	(75 763)	(57 200)
Autres impôts et taxes	(108 539)	(109 864)
Impôts et taxes	(184 302)	(167 064)

13. Charges de personnel

Libellé	2017	2016
Rémunérations du personnel	(3 324 784)	(3 161 414)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(1 307 309)	(1 281 763)
Autres charges de personnel	58 517	21 732
Charges de personnel	(4 573 576)	(4 421 445)

14. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2017	2016
Dot./Amt. & Prov. immo. incorporelles	(31 784)	(54 950)
Dot./Amt. & Prov. immo. corporelles	(64 722)	(53 024)
Dot./Prov. risques & charges d'exploit.		(89 543)
Dot/Prov. engagements de retraite		(112 581)
Dot/Prov. pour dép. des actifs circulants		(33 601)
Dotations d'exploitation	(96 507)	(343 698)

15. Produits financiers

Libellé	2017	2016
Gains de change sur opérations financières	640	4 240
Autres produits financiers	12 412	2 265
Produits financiers	13 052	6 505

16. Charges financières

Libellé	2017	2016
Charges d'intérêts	(843)	(4 938)
Pertes de change sur opérations financières	(21 953)	(95)
Charges financières	(22 796)	(5 034)

17. Produits exceptionnels

Libellé	2017	2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	24 250	11 075
Produits de cession d'immo. corp.	8 055	
Produits exceptionnels	32 305	11 075

**18. Charges exceptionnelles**

Libellé	2017	2016
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(34 443)	(62 430)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(9 102)	
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	(3 187)	
Charges exceptionnelles	(46 732)	(62 430)

19. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts

Libellé	2017	2016
Impôt sur les bénéfices	(54 871)	(82 340)
Impôts différés	(25 960)	(2 040)
Impôts sur les résultats	(80 831)	(84 380)

Résultat consolidé	107 353	
IS	80 831	A
Total	188 184	
Taux IS Consolidé	33,33%	
IS théorique	62 728	B
Ecart à justifier	18 103	A-B

	Base	IS
Amortissement/ écart acq	175 436	58 479
CICE	-149 994	-49 998
Autres charges non Ded*	28 866	9 622
		18 103

*- TVS et amortissement non ded – Amendes

Notes annexes sur les postes du bilan

20. Détail des écarts d'acquisition

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation
Ecart d'acquisition	1 754 366	1 754 366	
Amortissements des écarts d'acquisition	(438 591)	(614 027)	(175 436)
Provisions des écarts d'acquisition			
Valeur nette	1 315 775	1 140 339	(175 436)



L'écart d'acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation de la quote-part des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition et inscrits au bilan à leur juste valeur.

L'écart d'acquisition des titres Thalasso s'élève à 1 754 366 Euros, il correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres de 1 904 383 Euros et l'évaluation de la quote-part des capitaux propres corrigés identifiés à la date du 31 décembre 2013 soit 150 017 Euros.

Il est amorti sur une période de 10 ans à partir du 27 juin 2014.

21. Immobilisations corporelles et incorporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv, Emp)	Diminution (Cess, Remb.)
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	160 212	188 512	28 300	
Autres immobilisations incorporelles	142 628	241 960	99 332	
Immobilisations incorporelles	302 840	430 472	127 632	
Autres immobilisations corporelles	352 034	350 381	35 573	(37 226)
Immobilisations corporelles	352 034	350 381	35 573	(37 226)
Immobilisations corporelles et incorporelles	654 874	780 852	163 205	(37 226)

Dont immobilisations en crédit-bail :

Immobilisations incorporelles

Immobilisations corporelles

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :



Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution (Cess, Remb.)
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(154 816)	(166 434)	(11 618)	
Amortissements des autres immos incorp.	(129 499)	(162 389)	(32 890)	
Immobilisations incorporelles	(284 316)	(328 823)	(44 508)	
Amortissements des autres immobilisations corp.	(214 348)	(232 308)	(55 186)	37 226
Immobilisations corporelles	(214 348)	(232 308)	(55 186)	37 226
Immobilisations corporelles et incorporelles	(498 664)	(561 131)	(99 694)	37 226
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>				
Amortissements des immobilisations incorporelles				
Amortissements des immobilisations corporelles				

La synthèse des immobilisations incorporelles est la suivante :

Libellé	Brut	Amortissement	Provision	Net
Ouverture	302 840	(284 316)		18 524
Augmentation (Inv,Emp)	127 632			127 632
Dotation		(44 508)		(44 508)
Clôture	430 472	(328 824)		101 648

La synthèse des immobilisations corporelles est la suivante :

Libellé	Brut	Amortissement	Provision	Net
Ouverture	352 034	(214 348)		137 686
Augmentation (Inv,Emp)	35 573			35 573
Dotation		(55 186)		(55 186)
Diminution (Cess, Remb.)	(37 226)	37 226		
Clôture	350 381	(232 308)		118 073



22. Immobilisations financières

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)
Dépôts et cautionnements versés	44 713	47 306	2 592	
Autres créances immobilisées	2 089 543	2 089 543		
Compte de liaison (Cessions internes)				
Immobilisations financières	2 134 257	2 136 849	2 592	
Actifs financiers	2 134 257	2 136 849	2 592	

La synthèse des immobilisations financières est la suivante :

Libellé	Brut	Provisions	Net
Ouverture	2 134 257		2 134 257
Augmentation (Inv,Emp)	2 592		2 592
Diminution (Cess, Remb.)			
Clôture	2 136 849		2 136 849

Les immobilisations financières sont toutes à plus d'un an.

23. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Libellé	2017			2016		
	Brut	Dépréciation	Clôture	Brut	Dépréciation	Ouverture
Avances et acomptes versés sur commandes	4 496 481		4 496 481	4 423 876		4 423 876
Clients et comptes rattachés						
Clients et comptes rattachés	28 493 964	(72 836)	28 421 128	25 378 960	(72 836)	25 306 124
Clients et comptes rattachés	32 990 445	(72 836)	32 917 609	29 802 836	(72 836)	29 730 000
Créances sur personnel & org. Sociaux	14 879		14 879	7 366		7 366
Créances fiscales hors IS	569 581		569 581	366 827		366 827
Etat, impôt sur les bénéfices	177 463		177 463	435 131		435 131
Autres créances	278 300		278 300	3 301		3 301
Compte d'ajustement (intra-groupe bas de bilan)				(1)		(1)
Charges constatées d'avance	2 795 116		2 795 116	2 177 653		2 177 653
Autres créances et comptes de régularisation	3 853 426		3 853 426	3 234 969		3 234 969
Total	36 843 871	(72 836)	36 771 035	33 037 805	(72 836)	32 964 969

Les clients et comptes rattachés, les autres créances et les comptes de régularisation ont une échéance de moins d'un an.

24. Trésorerie nette



Libellé	Ouverture	Clôture
Disponibilités	3 177 663	5 910 206
Intérêts courus non échus s/ dispo.		453
Trésorerie active	3 177 663	5 910 660
Trésorerie passive		
Trésorerie à court terme	3 177 663	5 910 660
VMP - Autres placements		
Placements à court terme		
Trésorerie à long terme		
Trésorerie nette	3 177 663	5 910 660

25. Variation des capitaux propres consolidés

Libellé	Capital	Réserves	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2015.12	951 260	3 181 602	690 536	4 823 383	
Affectation du résultat N-1		690 527	(690 536)		
Résultat			105 208	105 208	
2016.12	951 260	3 872 129	105 208	4 928 591	
Affectation du résultat N-1		105 209	(105 209)		
Résultat			107 353	107 353	
Autre variations		(6)		(6)	
2017.12	951 260	3 977 332	107 353	5 035 945	

Le capital est composé à la date de clôture de 95 126 actions de catégorie ordinaire au prix unitaire de 10 €.

26. Provisions

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Autres variations
Provisions pour litiges - part < 1 an	25 800			(25 800)	
Provisions pour pensions et retraites - part > 1 an	156 011	92 777		(63 234)	
Autres provisions pour charges - part < 1 an	2 218 440	2 118 440		(100 000)	
Impôts différés - passif		(0)			(0)
Provisions et impôts différés	2 400 251	2 211 216		(189 034)	(0)



27. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	Ouverture	Clôture
Dettes fournisseurs - part > 1 an		10 451 570
Dettes fournisseurs - part < 1 an	10 239 657	
Avances, acomptes reçus sur commandes		704 332
Fournisseurs et comptes rattachés	10 239 657	11 155 902
Dettes sociales - part < 1 an	734 196	648 965
Dettes fiscales (hors IS) - part < 1 an	233 267	127 982
Comptes courants groupe - part < 1 an	645	
Autres dettes - part > 1 an	341 897	
Produits constatés d'avance - part < 1 an	20 870 370	26 998 593
Autres dettes et comptes de régularisation	22 180 375	27 775 540
Total	32 420 032	38 931 441

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature ont une échéance de moins d'un an.

Autres Informations



28. Effectifs

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Effectif moyen interne	94	79
Cadres	31	26
Non Cadres	63	53
Effectif moyen intérimaire		
Intérimaires		
Effectif moyen total	94	79

29. Engagements hors-bilan

La filiale a des engagements auprès de ses fournisseurs hôteliers et des compagnies aériennes garantissant un nombre de place minimal sur des périodes définies. Cette information sur une pratique courante dans la profession et généralisée aux principaux fournisseurs est donnée à titre complémentaire sans pouvoir être quantifiée précisément.

30. Rémunérations des commissaires aux comptes

Conformément au décret 2008-1487 du 30 décembre 2008, l'information suivante est fournie. Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice se décompose de la manière suivante :

- Honoraires facturés au titre de la mission de contrôle légal des comptes : 25 550 euros
- Honoraires facturés au titre de la consolidation : 8 650 euros
- Honoraires facturés au titre de conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes : NEANT.

31. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner une rémunération individuelle.

32. Information sur les parties liées

Les transactions entre parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.